

**M. Fisher:** ... avec les priorités et la crédibilité des conservateurs. Je voudrais demander au député de Kingston et les Îles quelles sont ses politiques et ses priorités et ce qu'elles font pour augmenter la crédibilité du parti conservateur en général.

Quand je regarde de l'autre côté et quand les Canadiens regardent du côté des conservateurs, nous voyons monter l'étoile du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Nous constatons que le député de York-Peel (M. Stevens) a toujours une très forte influence. Que le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) sait toujours faire entendre son point de vue. Ces gens-là ne cessent de réclamer des coupures. A leurs yeux, le déficit est une chose horrible; les Canadiens ne peuvent supporter un pareil fardeau, etc. Ils savent que les dépenses les plus faciles à réduire sont celles qui s'adressent aux personnes. C'est pourquoi ce sont justement les services que nous offrons aux personnes qu'ils voudront couper.

Dans quels services et dans quelles priorités sabrerait un ministre des Finances conservateur dur, impitoyable, intraitable? Au lieu de leur propagande habituelle, je voudrais que ces gens-là nous parlent de leurs priorités.

**Mlle MacDonald:** Monsieur le Président, cette question-là, j'y répondrai avec plaisir. Je voudrais rappeler au député que notre parti et son chef ont défini trois priorités dans le domaine social. Nous souhaitons simplement que le gouvernement y accorde quelque attention.

Il y a d'abord la création d'emplois pour les chômeurs. Avec un emploi, ils retrouvent leur dignité personnelle, redeviennent des travailleurs actifs et productifs et contribuent à gonfler les recettes gouvernementales.

Un autre programme social qui recevrait de notre part beaucoup plus d'attention que la mesure incomplète que le ministre nous présente, c'est la réforme des services de santé. C'est un besoin fondamental pour ceux qui ne peuvent se faire hospitaliser parce que les hôpitaux n'ont pas les capitaux d'immobilisation voulus.

Le troisième domaine dont nous n'avons cessé de nous soucier, c'est la réforme des pensions. Depuis quatre ans que nous réclamons des modifications dans ce domaine. Depuis deux ans et demi ou trois ans que nous ne cessons de presser le ministre des Finances de questions à cet égard. Nous lui avons demandé ce qu'il faisait pour les personnes de plus de 65 ans vivant dans la pauvreté. Chaque fois qu'on lui pose la question, le ministre des Finances ou le ministre de la Santé et du Bien-être social se lèvent pour déclarer qu'ils passeront à l'action dès qu'ils en auront les moyens. Il y a deux ans, les personnes âgées se sont vu dire que leur pension n'augmenterait pas. Bien sûr, on a de l'argent pour Canadair, Petro-Canada ou Petrofina ou toute autre entreprise, mais rien pour les personnes âgées. Puis, juste avant des élections, ils se rendent compte qu'ils peuvent faire quelque chose. Les personnes âgées savent bien que, depuis longtemps, l'une de nos priorités est d'améliorer leur situation.

**Le président suppléant (M. Herbert):** C'est la fin de la période des questions et des commentaires. La parole est au député de Sudbury (M. Frith).

**M. Doug Frith (Sudbury):** Monsieur le Président, pour commencer, je vais parler de certaines questions soulevées par le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald) au sujet de l'engagement qu'a pris le gouvernement de remanier le régime de pensions. Je voudrais répondre à quelques-unes d'entre elles.

### *Le budget—M. Frith*

Tout d'abord, je vais reprendre là où l'honorable représentante de Kingston et les Îles a terminé. Elle a affirmé que les personnes âgées sont actuellement le principal souci de son parti. La seule façon d'évaluer l'engagement du parti conservateur envers les Canadiens âgés est de remonter au budget qu'il a proposé en 1979. A cette époque, l'honorable représentante de Kingston et les Îles avait affirmé que c'était un des meilleurs budgets présentés au Canada depuis des années. Quand je me reporte au budget de 1979 pour voir quels fonds étaient alloués au supplément de revenu garanti, je constate qu'il n'y avait rien du tout. L'année 1979 est la seule où on peut juger comment le parti conservateur traite les Canadiens âgés. Pas un seul dollar de plus n'était alloué dans ce budget au supplément de revenu garanti.

Le député de Kingston et les Îles sait que, dans son programme électoral de 1980, le parti libéral s'engageait à augmenter le supplément du revenu garanti de \$35. Je voudrais lui rappeler que cet engagement a été respecté dans les six premiers mois. Depuis lors, suite à ce budget, nous avons affecté 460 millions supplémentaires aux plus pauvres de notre société. Je ne suis pas certain que le député de Kingston et les Îles ait une idée de ce que son collègue, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), a à l'esprit pour les personnes âgées de ce pays.

Le député de Saint-Jean-Ouest a constamment demandé quelles étaient les priorités du gouvernement. Un budget c'est un certain nombre de choses, mais c'est surtout un plan qui définit les engagements du gouvernement vis-à-vis de certains groupes de la population et de certains secteurs de notre économie. Lorsque l'on considère le budget qui a été déposé la semaine dernière, nous constatons que le gouvernement désire augmenter l'argent mis à la disposition des personnes âgées de 460 millions de dollars. Nous reconnaissons que le chômage dans ce pays constitue un véritable fléau, en particulier chez les jeunes. Nous avons affecté 150 millions de dollars, en plus des 500 millions du budget de 1983-1984. Tout cela vise spécifiquement à alléger les problèmes des jeunes chômeurs.

Pourtant, lorsque le député de Saint-Jean-Ouest a commenté, au nom de son parti, les priorités du gouvernement, il a surtout parlé du déficit budgétaire qu'il nous a reproché de ne pas avoir réduit. Si, en fait, 75 p. 100 de notre argent est consacré aux paiements de transfert pour la dette publique, cela ne laisse que 25 p. 100 sur lesquels on devrait faire des réductions importantes. Je ne sais pas ce que le député de Saint-Jean-Ouest a à l'esprit lorsqu'il souhaite une réduction marquée du déficit fédéral. Je suppose qu'il pense à 5 ou 7 milliards. Examinons par quel moyen nous pourrions réduire l'importance du déficit de ce montant. Devons-nous piocher dans les 10.4 milliards que nous dépensons en pensions pour les personnes âgées? J'en doute. Le parti conservateur envisage-t-il de réduire les pensions des personnes âgées? Veut-il diminuer les 2.3 milliards d'allocations familiales? Est-ce là la position du parti conservateur? Va-t-il réduire les versements de péréquation du gouvernement fédéral aux provinces? Les conservateurs prétendent qu'ils veulent consacrer plus d'argent à la santé et aux soins des personnes âgées. Si je comprends bien la critique de la défense du parti conservateur et la critique des affaires extérieures, leur position c'est que nous devrions consacrer plus d'argent à la défense. Si je ne me